



Union Interparlementaire
Pour la démocratie. Pour tous.

Le grand redémarrage : Tirer des leçons de la COVID-19 pour accélérer la réalisation des ODD

Forum parlementaire dans le cadre du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable

Mercredi, 15 juillet 2020

9 h -10 h 30 (New York)

Interprétation en anglais, espagnol et français

Enregistrement en ligne (procédure à suivre communiquée aux Membres de l'UIP).

La nouvelle pandémie de coronavirus (COVID-19) a fait un grand nombre de victimes et entraîné le monde dans la pire récession économique de mémoire d'homme.

Sans mesures compensatoires fortes, on estime que le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté augmentera jusqu'à 130-160 millions cette année, les groupes vulnérables tels que les femmes et les travailleurs du secteur informel étant touchés de manière disproportionnée. Dans un monde où la moitié de la population vit avec moins de 5,50 USD par jour et où la plupart des richesses appartiennent à une petite minorité, les inégalités de revenus et de richesses vont s'accroître. Selon les prévisions, l'économie mondiale devrait se contracter de 5 pour cent cette année. L'équivalent de 305 millions d'emplois ont déjà été perdus, tandis que les niveaux d'endettement public et privé augmentent de plusieurs milliards de dollars. Les recettes d'exportation se sont effondrées en raison de la baisse de la demande et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, et les investissements directs étrangers sont en forte baisse. Les pays en développement sont de plus en plus exposés au risque de défaut de paiement de leur dette, car les frais de service de la dette deviennent prohibitifs.

Après des décennies de sous-financement des systèmes de soins de santé et de protection sociale, des infrastructures énergétiques et de transport, ainsi que des biens publics tels que l'éducation et la protection de l'environnement, dans la plupart des pays, la COVID-19 rappelle brutalement le rôle central du gouvernement lorsqu'il s'agit de protéger le bien-être des personnes, à commencer par les femmes, les jeunes et les autres groupes vulnérables.

Plus important encore, les mesures de confinement requises face à la COVID-19 montrent comment les personnes, par opposition aux marchés, aux bourses, aux institutions financières et autres, sont le véritable moteur de toute économie. La succession rapide d'épidémies virales au cours des deux dernières décennies, qui atteint aujourd'hui son point culminant avec la COVID-19,

peut être attribuée dans une large mesure à la dégradation de l'environnement liée à l'activité humaine, montrant de la manière la plus spectaculaire qu'aucune économie n'est durable lorsqu'elle s'appuie sur ses propres assises dans le monde naturel.

Même avant l'apparition de la COVID-19, la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) que les gouvernements se sont engagés à atteindre d'ici 2030 accusait un retard considérable. Les progrès vers la réalisation des Objectifs étaient inégaux et fragiles, avec un ralentissement du rythme de la réduction de la pauvreté, une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim, une aggravation des changements climatiques, une quasi implosion d'écosystèmes entiers et une aggravation des inégalités de revenus et de richesses. La récession économique engendrée par la COVID-19 entraînera probablement un nouveau recul par rapport à l'échéance fixée à 2030. La COVID-19 a mis en évidence les vulnérabilités préexistantes de l'architecture économique et financière et a rendu la question du financement des ODD plus urgente que jamais.

La crise provoquée par la COVID-19 peut-elle être transformée en une occasion de procéder à un renouvellement majeur – tant dans la réflexion que dans l'action – durant les dix années qui restent pour les ODD ? Que nous apprend la COVID-19 sur la nécessité de réformes institutionnelles au niveau national et mondial ?

Il est clair que la riposte économique à la COVID-19 doit aller au-delà de simples solutions provisoires pour protéger les moyens de subsistance et s'attaquer aux causes sous-jacentes du bilan mitigé des ODD à ce jour. Ce qu'il faut de toute urgence, c'est une économie plus centrée sur l'humain et véritablement en harmonie avec la nature. Dans cette perspective plus profonde et à long terme, un certain nombre de problèmes peuvent être recensés. Au minimum, il s'agit de réaliser que l'économie mondiale est trop financiarisée et récompense la spéculation et l'extraction de valeur plus que la création de valeur. Une interdépendance économique et financière excessive accroît la vulnérabilité aux crises. Le régime fiscal et réglementaire récompense le capital plus que le travail et reste inefficace contre la fraude et l'évasion fiscales à grande échelle. L'industrie se concentre de plus en plus en de puissants conglomérats capables de terrasser les petites et moyennes entreprises et les communautés locales dont elles dépendent. Le régime de commerce et d'investissement est hyperconcurrentiel et fait baisser les salaires ainsi que les normes en matière de travail et d'environnement, tout en maintenant la dépendance des pays en développement vis-à-vis des produits de base à faible valeur ajoutée et de l'extraction des ressources. Les femmes sont victimes de discrimination systémique et leur travail et leur potentiel entrepreneurial restent sous-évalués, ce qui coûte cher aussi bien aux intéressées qu'à la société dans son ensemble. L'avènement des nouvelles technologies pourrait avoir des effets négatifs sur la création d'emplois et les conditions de travail. Les politiques économiques s'appuient sur le PIB plutôt que sur des indicateurs plus représentatifs du bien-être humain. Enfin, des modes de production et de consommation non durables continuent d'accroître l'empreinte écologique de l'humanité.

Dans ce contexte, le Forum parlementaire mettra l'accent sur le rôle des parlements et des parlementaires dans la recherche d'un consensus autour de réformes clés visant à remettre la mise en œuvre des ODD sur la bonne voie :

- Comment mobiliser et accroître les ressources nécessaires à la prestation de soins de santé pour tous, à la protection sociale et à la préservation de l'environnement ?
- Comment pouvons-nous passer à une économie verte pour mieux concilier progrès économique et durabilité de l'environnement ?
- Quels seraient les principaux éléments d'un New Deal écologique que certains ont proposé ?
- Quelle mesure de redistribution des revenus et des richesses est nécessaire pour rendre les économies plus durables et améliorer le bien-être de tous ?
- Comment la finance devrait-elle être réglementée au niveau national et mondial afin de mieux servir les besoins de l'économie réelle ?

- Quelles réformes du régime de commerce et d'investissement sont les plus urgentes pour corriger certains des déséquilibres structurels de l'économie mondiale ?

Allocution d'ouverture

Mme Gabriela Cuevas Barron, Présidente de l'UIP

Moderateur

M. Juan Carlos Romero, Président de la Commission permanente des Affaires des Nations Unies

Exposés

- M. Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED
- Dr. Kate Roll, Institute for Innovation and Public Purpose, University College London
- Mme Nyaradzayi Gumbonzvanda, Présidente du conseil d'administration d'ActionAid International et Directrice générale du Rosaria Memorial Trust
- M. Lorenzo Fioramonti, parlementaire, Chambre des députés de l'Italie, et professeur d'économie politique, Université de Pretoria
- Mme Wafa Bani Mustafa, parlementaire, Vice-Présidente de la Commission permanente du développement durable de l'UIP

Après les présentations, les participants pourront demander à prendre la parole ou soumettre des questions en direct via la messagerie de l'événement. Afin de faciliter les échanges avec les intervenants, les questions seront examinées par séries de cinq ou six à la fois jusqu'à la clôture de la réunion, lorsque les principaux points de la discussion à retenir seront mis en évidence.

Pour davantage d'informations, veuillez nous contacter à ny-office@ipu.org.